



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/511 portant prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SOREDI à Saint-Viaud**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R.515-70 et suivants ;
- Vu** la Directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 autorisant la société SOREDI à exploiter à Saint-Viaud (44 320) une installation de traitement de déchets non dangereux et dangereux ;
- Vu** le bénéfice d'antériorité du 7 septembre 2017 actualisant le tableau de classement ;
- Vu** le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72 établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations de traitement de déchets transmis au Préfet de la Loire-Atlantique par courrier reçu le 14 janvier 2020 ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 25 octobre 2024 ;
- Vu** la réponse de l'exploitant du 18 février 2025 complétée le 28 juillet 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 novembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à la société SOREDI en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations en date du 14 novembre 2025 ;
- Vu** les observations de l'exploitant en date du 28 novembre 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 décembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à la société SOREDI en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations en date du 8 décembre 2025 ;
- Vu** la réponse de l'exploitant du 23 décembre 2025 ;

Considérant que les activités de la société SOREDI relèvent notamment de la rubrique IED principale 3510 et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT) qui lui sont applicables ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives au traitement de déchets ;

Considérant l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) déjà cité, à compter du 17 août 2022 ;

Considérant que certaines dispositions des textes qui réglementent actuellement l'établissement nécessitent d'être adaptées pour être rendues compatibles avec l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 cité ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté ne permettent pas de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions techniques qui réglementent l'établissement pour tenir compte des propositions formulées par l'exploitant ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1 – Titulaire de l'autorisation

La société SOREDI, dont le siège social est situé rue du Camp d'Aviation à Saint-Viaud, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses activités de traitement de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite rue du Camp d'aviation à Saint-Viaud sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 1.2 – Modifications des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par celles du présent arrêté.

Titre 2 - Mise en application des meilleures techniques disponibles (MTD)

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent à l'établissement.

Titre 3 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation des activités	Volume maximal autorisé	Régime (1)
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	<ul style="list-style-type: none"> Broyage d'emballages et de solides souillés reçus en vrac et conditionnés ou issus du regroupement : 80 t/j - 8 000 t/an 	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<ul style="list-style-type: none"> Valorisation et traitement des effluents liquides reçus en vrac et conditionnés ou issus du regroupement (Traitement par évapo-condensation (CMV) / voie biologique) : 250 t/j - 45 000 t/an Regroupement de déchets en cuves : 320 t/j <p>Capacité totale (rubrique 3510) : 650 t/j</p>	
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 t/j		
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	<p>Installation de transit, regroupement et tri :</p> <ul style="list-style-type: none"> de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses, et de déchets non dangereux non inertes, reçus en vrac et conditionnés. <p>Capacité de 15 000 t/an</p> <p>> <u>Activité tri, transit</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Atelier réception, tri, regroupement fûts, bidons, GRV : 40,5 t (Surface = 345 m² - 8 rangées de 15 palettes soit 120 palettes au sol - Poids moyen d'une palette = 337 kg) Armoires de stockage : 117 tonnes (A1 : 33 m² soit 54 t, A2 : 15 m² soit 18 t, A3 : 15 m² soit 18 t, A4 : 22,5 m² soit 27 t) Fosse binotage (27 m³) + cuves CH1/CH2 (2 x 60 m³) : 160 t Fosse pâteux (150 m³ = 180 t) + benne boues (70 m³ = 28 t) - Cette benne est présente sur le site le temps de son chargement/préparation pour expédition) <p>Capacité : 525,5 tonnes</p> <p>> <u>Capacités associées à la filière « Broyage »</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Alvéole « à broyer » : 50 t Broyats : 95 t (en cours : négligeable, alvéole broyats : 70 t, benne transport 70 m³ soit 25 t (cette benne est présente sur le site le temps de son chargement/préparation pour expédition)) <p>Capacité : 145 tonnes</p>	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<p>> <u>Capacités associées à la filière « Eau »</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Bacs de dépotage BD1 (2t), BD2 (2t), BD3 (1t) = 5t (remplis pendant le dépotage uniquement) CE1 à 6 (4 x 100 m³ + 2 x 85 m³) = 570 t et CE9 (60 m³) = 60 t (eaux souillées à traiter en interne) CH1 et CH3 (2 x 60 m³) + CP1 et CP2 (2 x 35 m³) (eaux souillées à traiter en externe) = 190 t Filière biologique : CB1 + CB2 (2 x 600m³) = 1 100 t + CB3 (eaux traitées avant rejet/réserve incendie - 600m³) = 550t Stockage de réactifs <ul style="list-style-type: none"> CR1, 2 et 3 = 30 t (lessive de soude) Armoire de stockage extérieur « acides » : 36 t (capacité 24 conteneurs de 1 000 l) <p>Capacité : 2541 tonnes</p> <p>> <u>Filière « Huile » :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> CH2 + CH4 (2 x 60 m³) (hydrocarbures valorisés en externe) <p>Capacité : 120 tonnes</p> <p>Capacité totale (rubrique 3550) : 3 331,5 tonnes</p>	
2716-2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .		DC

(1) A – Autorisation / DC – Déclaration avec contrôle

La rubrique principale visant l'établissement est la rubrique 3510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le périmètre IED correspond au périmètre des installations visées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 31 mars 2008.

Titre 4 - Prévention de la pollution atmosphérique

Afin de limiter les émissions diffuses, l'exploitant confiné, collecte et traite les émissions de toutes ses installations de traitement de déchets conformément au d du VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 précité.

Cela inclut des techniques telles que :

- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;
- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;
- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.

En cas d'impossibilité de mise en œuvre de cette disposition pour une ou plusieurs des installations présentes sur le site, l'exploitant transmet une étude technico-économique, **dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, permettant de justifier de cette impossibilité et propose des mesures alternatives permettant d'atteindre le niveau de performance attendu à l'annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Titre 5 - Autosurveillance des rejets aqueux

Les articles 5.3.6 « Caractéristiques générales des rejets » et 5.4.1 « Autosurveillances » de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 sont remplacés par la rédaction suivante :

Les effluents rejetés au milieu naturel doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ;
- de tous organismes biologiques « benthiques » (d'origine marine) dans le milieu naturel récepteur (estuaire de la Loire) susceptibles, temporairement ou de manière permanente, de perturber notablement, de nuire ou de modifier la faune ou la flore du milieu naturel récepteur.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux traitées dans la canalisation permettant leur rejet en Loire, les caractéristiques et les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Les rejets s'effectuent par bâchée ou fraction de bâchée en période de marée descendante.

Le rejet en Loire est estimé à 55 200 m³/an maximum.

Le débit est limité à 200 m³/j. Le débit est mesuré en continu avec enregistrement journalier.

Le pH est mesuré en continu avec enregistrement journalier des valeurs maximales et minimales mesurées. Il est compris entre 5,5 et 8,5.

Paramètres	Valeurs limite d'émission (mg/l)	Valeur limite de flux (kg/j)	Fréquence de contrôle
MEST	30	6	Journalière ou 1 fois par rejet*
COT	100	60	
Azote total	60	50	

Hydrocarbures totaux	5	1	
Phosphore total	3	2	
Indice phénol	0,2	-	
Cyanure libre	0,1	0,02	
Chrome hexavalent	0,05 si flux > 1 g/j 0,1 sinon	0,02	
Plomb	0,1	0,1	
Cuivre	0,25 si flux > 5 g/j 0,5 sinon	0,4	
Chrome	0,1 si flux > 5 g/j 0,15 sinon	0,4	
Nickel	0,2 si flux > 5 g/j 0,5 sinon	0,4	
Zinc	1	0,6	
Cadmium	0,025	0,04	
Composés organiques adsorbables (AOX)	1	-	
Mercure	0,01	0,01	
Arsenic	0,05	0,02	
Manganèse	1 si flux > 10 g/j	-	
Étain	2	0,4	Hebdomadaire
Fer + Aluminium	5	2	
Aluminium	5	1	
Ions fluorure	15	3	Mensuelle
Benzène	0,05 si flux > 1 g/j	-	
Toluène	0,074 si flux > 2 g/j	-	
Éthylbenzène	-	-	
Xylène	0,05 si flux > 2 g/j	-	Semestrielle
Glyphosate	0,028	-	
Diuron	0,025	-	
Isoproturon	0,025	-	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,025	-	
PFOA / PFOS	-	-	
Dichlorométhane	0,1 si flux > 5 g/j	-	

* : En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance

Ces valeurs doivent être respectées sans dilution.

La température est inférieure à 30°C.

La dilution des effluents avant rejet est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du

rassemblement des effluents normaux de rétablissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Dans le cadre de l'autosurveillance, sauf pour les paramètres pH et COT, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Titre 6- Frais – Délais et voies de recours – publicité – exécution

Article 6.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 6.3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Viaud et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Viaud pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

Article 6.4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire et le Maire de la commune de Saint-Viaud, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le **13 JAN, 2026**

**LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Saint-Nazaire,**


ERIC DE WISPELAERE

13 JAN 1956